L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 17 AOUT 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI MATIN, 17 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co, dans leurs salles d'encan aux Nos 6 et 8 de la rue Decatur (ancienne-ment Vieille-Levée)—200 caisses bottes souliers et brodequins.

Par D. E. Murphy, au magasin No. 47 rue des Magasins—150 balaises huile de charbon.

Aussi, par le même—Fer à cercles.

Par M. M. Montgomery, à sa salle d'encan 67 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Fer à Cerclas ! — Voyez l'annonce d'encan de M. D. Murphy.

Huile de Charbon ! — Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Murphy.

LES CAUSES DU MOUVEMENT LIBERAL.

Le gouverneur Warmoth pensait, il y a un an, qu'il gouvernait mais en accusait pour la législature aussitôt qu'elle se réunirait. Il avait compté sur adversaires ; il savait qu'il était perdu. C'est alors qu'il fit des tentatives réitérées pour se rapprocher des démocrates de la législature sans lesquels l'opposition ne pouvait réunir la majorité nécessaire à une mise en accusation. Les offres faites alors aux démocrates étaient tentantes, mais elles furent repoussées par deux motifs : la répugnance à s'allier, même pour obtenir les réformes, avec l'homme qui était l'incarnation même de tous les abus, et, en second lieu, la duplicité bien connue du gouverneur qui ne permettait pas de se lier à lui.

Repoussé de ce côté, le gouverneur n'eut d'autre ressource que d'acheter assez de législateurs pour le faire un bouclier contre une mise en accusation. Il fit un marché avec Pinchback, le nomma lieutenant-gouverneur et le fit confirmer, on sait par quels moyens. L'affaire du *Bo* est encore trop fraîche pour avoir été oubliée. Celle des chèques tirés par le secrétaire d'Etat Frank Herron sur la banque d'Epargnes a démontré aussi par quels procédés le gouverneur avait pu s'assurer une majorité pendant la crise de janvier et le reste de la session législative.

Sorti victorieux de cette lutte, nous ne savons au prix de quels sacrifices, car tous les vendus n'ont pas dû être payés en monnaie de singe comme le sénateur Lewis qui, au lieu de $30,000 n'a trouvé qu'une boîte vide et un chiffon de papier, le gouverneur comprit qu'il ne pouvait se sauver constamment par de pareils moyens, trop coûteux et trop scabreux. Il avait dit son fait à cette législature vénale qui avait servi et il était dégoûté de se mouvoir dans un pareil cercle. Devenu riche à millions, il lui fallait acquérir ce qui lui manquait des appuis respectables.

Le parti démocrate effrayé de son impopularité et de ses attaches trop intimes avec des monopoles poussés comme des champignons, sur le fumier de la corruption, ne voulait pas entendre parler d'alliance.

C'est alors que Warmoth reprit en sous-œuvre l'idée déjà élaborée d'un tiers-parti. Il fit demander au docteur Mercier une conférence avec quelques citoyens notables. La conférence eut lieu et elle est restée célèbre sous le nom de dîner du docteur Mercier. Mis sur la sellette, Warmoth fit sa confession de bonne grâce, puis il offrit ses services en alléguant qu'on ne pouvait s'en passer.

Ce fut là le point de départ d'intrigues qui ont abouti à une étrange coalition d'éléments antagonistes et opposés. Ceci se passait bien avant qu'il fût question de la Convention de Cincinnati et des candidatures dites libérales. Mais, avec une promptitude et une habileté dignes d'une meilleure cause, Warmoth se saisit de cette nouvelle planche qui s'offrait à lui, et il a su en faire un radeau sur lequel il a réuni ses nouveaux alliés.

Voici, maintenant, comment il a gagné ses alliés. Il a offert aux uns un remède immédiat à une partie de leurs maux, aux autres une garantie pour leurs intérêts. Expliquons-nous.

Beaucoup de paroisses avaient des administrations locales composées de nègres ignorants, avides, insolents et brutaux. Warmoth offrit aux blancs impatients d'un pareil joug, de les délivrer, et il leur a persuadé que ce ne serait là que le commencement d'un vaste système de réformes. Leurrés par des promesses, flattés, cajolés, un certain nombre de citoyens honorables se sont laissés entraîner à conclure le marché proposé, c'est-à-dire à entrer dans le mouvement libéral en échange du remplacement de leurs administrations locales.

Ces citoyens ont été trompés, car on leur a dit que le mouvement était général, tandis qu'il n'était que partiel. En tous cas, ils ont sacrifié, comme ils peuvent déjà s'en apercevoir, l'intérêt de l'Etat à un intérêt local tout momentané. Ajoutons que parmi eux il y en a en beaucoup qui, désespérant de la situation, ont cru que le salut était impossible sans l'aide du gouverneur. Ceux-là étaient disposés, se croyant dans un gouffre sans issue, à accepter la planche qui leur serait tendue par le Démon lui-même. C'est le langage qu'ils nous tenaient en discutant avec nous. Au jour du vote, ces citoyens seront avec nous quand ils verront qu'au lieu de la planche pourrie que leur a tendue Warmoth, nous leur offrons une bonne et solide embarcation qui les conduira à la Terre promise.

Une seconde catégorie d'alliés qu'a su recruter M. Warmoth est celle des gens qui, tout en ayant crié aussi fort que les autres contre les iniquités des quatre dernières années, avaient voulu tirer leur épingle du jeu en cherchant à compenser l'excédant des taxes qu'ils avaient à payer par quelques gros profits tirés, soit d'un intérêt pris dans quelqu'une des compagnies à monopole, soit d'un petit agiotage sur les Bons, les mandats, les certificats et autres papiers émis avec tant de profusion par la fabrique Warmoth.

Notre gouverneur, qui connaît la nature humaine, s'est dit que les trente millions de Bons d'Etat, les dix millions de Bons de ville et les cinq ou six millions de titres de dette flottante, soit de l'Etat soit de la ville, devaient se trouver répartis entre les mains d'un certain nombre de conservateurs, gens honorés dans la communauté et qui lui seraient d'un appui considérable s'il pouvait les mettre de son côté. Pour cela faire, il a pensé qu'il n'y avait qu'à alarmer ces intérêts, et il a agité à leurs yeux le spectre de la répudiation.

Il n'en fallait pas davantage pour rallier de son côté un certain nombre de gros financiers. Les intérêts alarmés ne raisonnent pas, car il est facile de prouver que cette alarme est sans motifs.

Cet élément qui est entré dans le mouvement libéral, n'est pas nombreux, mais il est riche, et l'argent est une puissance qui n'est pas à dédaigner. Nous entreprendrons une autre fois, de détacher ces citoyens de l'organisation libérale en leur prouvant que leur intérêt, bien entendu, est de soutenir, comme le font tous les autres contribuables, la cause des réformes.

Voici donc comment s'est constitué le parti libéral :

1° Des citoyens des paroisses entraînés par le découragement, d'autres leurrés par des promesses ou séduits par des concessions immédiates faites à leurs paroisses, et un certain nombre de gens égarés par de fausses représentations.

2° Des citoyens alarmés qui à propos sur les intérêts qu'ils ont dans les monopoles ou dans les titres de dettes créés depuis quatre ans.

3° Tous les fonctionnaires et employés dépendant de M. Warmoth en ville ou dans les paroisses.

Un pareil parti n'a pas d'homogénéité, n'a pas de consistance; il n'embrasse aucune fraction considérable de la population ; les masses lui sont défiant. Les libéraux le sentent si bien qu'ils ne tendent qu'à une fusion ; mais M. Warmoth et ses alliés tiennent à conserver le pouvoir exécutif, comme garantie des intérêts qui les font agir. Ceci étant impossible, car les comités démocrate et réformiste ne peuvent sacrifier les grands intérêts du peuple, nous considérons que le parti libéral est condamné à se dissoudre en très peu de temps. Les deux éléments honnêtes qui entrent dans sa composition, rentreront alors forcément dans l'organisation conservatrice et contribueront par leur action et leur influence au succès de la cause commune.

MANIFESTATION PATRIOTIQUE FRANÇAISE.

Nous publions, aujourd'hui, le programme de la Manifestation du 25 août. Il nous paraît de nature à réaliser les espérances de tous ceux qui s'intéressent à cette solennelle affirmation du patriotisme des Français de la Nouvelle-Orléans. Le caractère de gravité qui marquera cette démonstration n'a que trop sa raison d'être dans les circonstances que traverse, aujourd'hui, la France, et après les épreuves douloureuses qu'elle vient de subir.

En rappelant à tous les Français que les malheurs de leur patrie leur impose, nos concitoyens français s'acquerront un titre de plus à l'estime et à la sympathie de la population native, et des différentes colonies étrangères que notre communauté compte dans son sein.

Chronique de la Louisiane.

Les démocrates de la paroisse Carroll se sont réunis en grand nombre le 31 juillet à la maison de cour du village de Floyd, pour choisir un représentant de leur paroisse comme membre du Comité central d'Etat.

M. E. J. London a été nommé président et M. Charles C. Parker, secrétaire.

Le colonel Hiram R. Lott ayant été appelé, a expliqué en quelques paroles le but de l'assemblée.

Les résolutions suivantes ont été unanimement adoptées :

Résolu, qu'il y a dans la présente liste de fusion des démocrates et des réformistes, un principe stable autour duquel doivent se rallier tous les hommes sincères et fidèles, afin d'obtenir les réformes nécessaires à notre administration d'Etat.

Résolu qu'en effectuant l'union de tous les éléments conservateurs de l'Etat opposés au radicalisme, nous reconnaissons comme base fondamentale de cette union, que toutes les organisations secondaires se fondront dans les grandes ; et que dans l'opinion de cette assemblée la liste de fusion des démocrates et des réformistes représente une majorité considérable des éléments conservateurs de l'Etat, et offre plus de garanties de succès que toute autre liste de candidats qui pourrait être présentée au peuple.

Résolu, que nous nommons par les présentes le colonel H. R. Lott comme le représentant de notre paroisse au comité central de l'Etat, ayant toute confiance dans son intégrité, dans ses capacités et dans sa fidélité inébranlable aux vrais intérêts de l'Etat et aux principes invariables du parti démocrate.

Le *Shreveport Telegram* commence à découvrir le pied fourchu de Warmoth sous les oripeaux prétentieux dont le drape le parti libéral.

Il comprend enfin à quoi tendent les menées de certaines gens, qui ne reculeraient pas devant la ruine du pays, pour favoriser les intrigues honteuses de l'homme qui a ruiné et opprimé la Louisiane, et qui maintenant attend la récompense de ses vertus des mains de ceux-là mêmes qu'il a le plus dégradés.

Franchement, notre confrère y a mis bien du temps ; — mais à lui comme à tous ceux qui reviendront au droit sentier, nous appliquerons l'axiôme charitable : "Mieux vaut tard que jamais."

Il faut que la vérité se fasse jour tôt ou tard, et que tôt ou tard le peuple s'éclaire ; — et nous avons la conviction que bien longtemps avant les élections de novembre, le parti libéral, déjà mort-né à la Nouvelle-Orléans, tombera de lui-même dans les campagnes.

Messieurs McEnery, Jonas, Ellis et Hunt se rendront dans différentes paroisses de l'Est, à différentes époques, pour y faire des discours en faveur de la candidature de Greeley et Brown et de la fusion des démocrates et des réformistes. Voici les noms des villages et des paroisses où se tiendront ces assemblées, et la date choisie par les orateurs dont nous avons parlé ci-dessus pour chacune d'elles.

Farmerville,	24	août.
Vernon,	26	"
Arcadia,	27	"
Homer,	28	"
Minden,	29	"
Bellevue,	30	"
Shreveport,	31	"
Mansfield,	2	septembre.
Coushatta,	4	"
Natchitoches,	6	"
Colfax,	9	"
Alexandrie,	11	"
Marksville,	13	"
Opelousas,	16	"
Vermillionville,	17	"
St Martinsville,	18	"
Abbeville,	19	"
Nile Ibérie,	20	"
Franklin,	21	"
Houma,	23	"
Thibodaux,	24	"
Bâton Rouge,	30	"
Baybu Sara,	2	octobre.
Talbla,	7	"
Floyd,	9	"
Bastrop,	11	"
Monroe,	12	"
Bayville,	14	"
Vicksboro,	15	"
Columbia,	16	"
Winfield,	18	"
Harrisonburg,	20	"

Les amateurs sont informés que le Restaurant Antoine vient de recevoir de France une cargaison d'escargots, qui se recommandent aux gourmets par leur goût délicat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La peinture, la photographie et la gravure font leur réclame au candidat de la Convention de Baltimore. Le portrait d'Horace Greeley est partout : il s'étale dans les vitrines des riches magasins de la rue du Canal, dans les modestes boutiques des rues écartées. Nous avons Greeley peint à l'huile, lithographié, gravé, photographié ; Greeley en pied, Greeley assis, Greeley de face et Greeley de profil ; puis la tête de Greeley en miniature sur des *badges*, et de grandeur naturelle sur des médailles en carton. Bref, la ville est inondée de Greeley, comme si le Mississipi, rompant ses digues, il avait jeté des millliers de Greeley sur le pavé de nos rues.

Au demeurant, tout le monde y gagne, le candidat, les photographes, et le pays.

M. Greeley n'est pas fâché dans tous les portraits que nous avons vus de lui ; mais il peut se consoler en apprenant que deux artistes de talent, dans une belle peinture à l'huile, viennent de reproduire ses traits désormais populaires.

MM. Pierson et Poincy ont exposé, hier, dans le magasin de M. Otex, rue du Canal, un remarquable portrait du célèbre candidat à la présidence des Etats-Unis. De nombreux visiteurs ont pu admirer, déjà, cette œuvre due à la collaboration de deux artistes distingués ; et certainement, il ne sera personne qui ne voulût se donner le plaisir d'un tête-à-tête de quelques minutes avec le futur président des Etats-Unis. M. Greeley aurait trop de peine s'il lui fallait dire au mot à chaque visiteur, mais ses yeux vifs et sa physionomie intelligente se chargeront de parler pour lui.

Profitons de l'occasion pour dire quelques mots d'un grand tableau auquel travaillent en ce moment MM. Pierson et Poincy.

Une vue de la rue du Canal, dans la manière du *Monde illustré*, en moment où les compagnies de pompiers arrivent pour des vous. La scène est très-animée. Les *pompiers* à cheval, le bélier de commandement à la main, sont groupés autour de la statue d'Henry Clay. Les chevaux piaffent, les pompiers sautent aux cordes d'un autel de printemps. Des groupes de curieux se pressent derrière eux. Des journalaux observent. Verandahs, balcons, galeries, toutes les maisons sont garnies d'une foule curieuse.

Les deux artistes ont heureusement conçu l'ordonnance générale de leur œuvre. Dans quelques semaines, le public sera invité à en juger par lui-même.

Un grand nombre des membres du *Jacobi Guards*, de 1868, se sont réunis hier soir, au wigwam, encoignure Claiborne et Douane, pour procéder à l'organisation d'un club démocratique.

Au moment d'en venir aux nominations d'officiers un soixantaine de membres peu satisfaits de la tournure que prenaient les choses, se sont levés et ont quitté l'assemblée. Ils se sont rendus immédiatement dans une salle située à l'angle des rues St. Louis et Claiborne, et ont tenu un meeting.

On a d'abord procédé à la formation d'un bureau provisoire ; M. J. Burckhardt a été élu président et M. William Henry, secrétaire. M. Burckhardt a prononcé quelques paroles pour expliquer l'objet de la réunion, à savoir l'organisation d'un club démocrate. Puis il a invité les personnes présentes à se faire inscrire ; soixante signatures ont été apposées sur les registres du club.

Puis, le président a levé la séance, en invitant les assistants à se réunir, lundi prochain, à sept heures et demie du soir au *Democratic Wigwam*, pour procéder à l'organisation définitive du club.

Un nègre, nommé D. Davis, a été conduit, avant-hier soir, à la station de police du Second Precinct, et il a déclaré au chef du poste que l'officier Brooks venait de tirer sur lui un coup de pistolet et l'avait atteint dans la région de l'occiput. En même temps, il montrait une blessure assez légère du reste.

D'après le rapport du capitaine B. B. Edgeworth, chef du Sixième Precinct de police, qui se trouvait à l'angle des rues St-Mary et Fulton, au moment de l'événement, voici comment les faits se sont passés :

Une querelle s'est engagée entre l'officier Brooks et D. Davis. Le capitaine Edgeworth s'étant approché, a donné l'ordre à Brooks d'arrêter le nègre. Celui-ci a résisté, et dans la lutte il a reçu un coup de club à la tête.

Pendant ce temps, une foule de nègres, sortant de l'Eglise africaine voisine, se sont amassés autour des deux hommes.

Un coup de pistolet a été tiré, non sur Davis, mais sur le capitaine Edgeworth, qui, heureusement, n'a pas été blessé. Davis a profité de la bagarre pour décamper à l'officier Brooks.

Mais à peine avait-il fait quelques pas qu'un autre policeman l'arrêtait, et le conduisait à la station du Deuxième Precinct.

Une grande partie de la Légion de Colom, qui est restée fidèle au parti démocrate, s'est réunie au No 24, Passage de la Bourse, pour dénoncer toute alliance avec le parti libéral et pour ratifier la liste de fusion des démocrates et des réformistes.

Des discours chaleureux ont été prononcés en anglais et en italien et ont été vivement applaudis. La Légion se réorganise et appelle à elle tous les descendants de race latine qui tiennent à honneur de conserver intacts les principes démocratiques.

Les noms de McEnery et de Jonas ont été accueillis par des bravos enthousiastes.

Un malheureux, du nom de H. G. Crane, employé sur le chemin de fer Jackson, en voulant décrocher deux chars de frêt, est tombé entre les deux et a été grièvement blessé. On l'a transporté à sa résidence, au coin des rues Clara et Calliope, où il a reçu les soins du docteur McCowen.

On ne sait pas encore s'il survivra à ses blessures.

Le Club d'Orléans (première section) a tenu, hier soir, sa séance régulière dans une salle située à l'angle des rues Maspéroque et Dryades, sous la présidence de M. John T. Fogg. Comme de coutume, la réunion était nombreuse, et les orateurs qui ont harangué l'assemblée ont excité un vif enthousiasme. Le Club d'Orléans, qui compte une organisation par canton, est composé de Français naturalisés. Le nombre total de ses membres est d'un millier environ. Pour le parti démocrate, sous la bannière duquel marche le Club d'Orléans, c'est un appoint qui a sa valeur.

Dans cette saison de l'année, la sobriété est d'une nécessité absolue. Un individu, nommé Thomas Long, irlandais de naissance, arrivé de St-Louis à la Nouvelle-Orléans, il y a peu de jours, vient de payer de sa vie l'oubli de ce précepte. Avant-hier, on l'a ramassé, dans les environs du Vieux Bac-in, ivre comme une grive au temps des vendanges. La police l'a fait transporter à l'Hôpital de Charité, où il n'a pas tardé à expirer. Le coroner Creagh a constaté que la mort avait pour cause une congestion cérébrale provenant d'un excès de boisson. Quant à l'identité du défunt, il a été facile de l'établir, grâce à l'adresse suivante qui se trouvait dans son portefeuille : Thomas Long, Crescent Grocery, angle de la rue Summit et de l'avenue Clark, St-Louis, Mo.

Il faut que la porte d'un magasin soit ouverte, le jour, aux chalands, et fermée, la nuit, aux voleurs :

Recommandé à M. Hopp, bijoutier, rue Royale, 72. Le police a trouvé la porte de son magasin ouverte, pendant la nuit de jeudi à vendredi.

Autre précepte hygiénique : Ne pas laisser un enfant jouer avec un pistolet.

Avant-hier soir, un gamin, dont les parents sont domiciliés rue Royale, No ...., tenait un pistolet à la main. L'arme a éclaté ; mais, fort, heureusement, il n'y a eu ni morts ni blessés.

Le 1er régiment d'artillerie de la Louisiane se met en campagne lundi prochain. Il part pour Mississippi City. Il est question d'un bombardement du Barnes' Hotel, à coups de ..... bouteilles de champagne.

Le régiment nous a fait l'honneur de nous inviter au second "Hop" annuel, qu'il donnera au Barnes' Hotel. C'est une aimable attention dont nous leur savons très grand gré.

Séance extraordinaire du Conseil de Ville. — Le Conseil se réunit jeudi, à midi, sous la présidence du maire Flanders. Tous les membres y assistaient.

Le maire annonce que le Conseil a été convoqué pour prendre en considération une ordonnance qui porte que la liste des taxes non payées sera déposée en cour.

M. Walton présente alors l'ordonnance suivante :

Qu'il soit ordonné par le Conseil de ville, que l'administrateur des finances est autorisé par les présentes à faire publier dans le journal officiel de la Nouvelle-Orléans la liste des taxes non payées, connues d'abord sous le nom de taxes de 1871, et maintenant sous le nom de taxes de 1872, et faire citer devant les tribunaux et les propriétaires de Delhot tous ceux qui n'ont pas encore payé ces taxes ; l'administrateur devra faire tout ce possible pour obtenir les noms des personnes comprenant bien qui chacun Cour.

M. Shaw présente un amendement à cette ordonnance. Il dit que quelques Cours ne seraient pas de trop pour examiner toutes ces affaires, en prenant que l'on ajoute la Troisième et la Quatrième Cour.

L'amendement de M. Shaw est mis aux voies et rejeté.

L'ordonnance de M. Walton est alors adoptée. M. Shaw votant contre.

M. Bonzano dit qu'on lui a rapporté qu'un employé de la Ville fait dans un bureau privé des affaires pour le Conseil. Il demande l'information de cette affaire.

On lui dit qu'en effet le jeune employé saisit actuellement à M. Mellier d'exécuter quelques affaires de M. Mellier pour les intéressants de l'administration des comptes publics.

Il existe telle employé du bureau de l'avocat de la ville qui publie des notes pour ... ...

M. Bonzano ... ...